

# COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Dossier : AQ-2000-4830  
Cas : CQ-2015-1285

Québec, le 16 avril 2015

---

**DEVANT LE COMMISSAIRE :** Christian Drolet, juge administratif

---

**Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie** (ayant succédé le 1<sup>er</sup> avril 2015 au Centre de santé et de services sociaux de la Baie-des-Chaleurs)

Employeur

c.

**Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux**

Association accréditée

---

## DÉCISION

---

[1] Le 12 mars 2015, la Commission reçoit une entente de services essentiels que les parties proposent de maintenir en cas de grève dans un établissement qui exploite un ou des centre d'hébergement et de soins de longue durée, centre hospitalier spécialisé, centre local de services communautaires visés par l'article 111.10 du *Code du travail*, RLRQ, c. C-27, (le **Code**).

[2] L'association accréditée représente :

**« Toutes les salariées et tous les salariés de la catégorie des techniciens et des professionnels de la santé et des services sociaux. »**

[3] Conformément aux articles 111.10.4 et 111.10.5 du Code, il appartient à la Commission de procéder à l'évaluation de la suffisance des services et d'y apporter les modifications et les précisions qu'elle juge appropriées avant de l'approuver au regard des dispositions du Code.

[4] La Commission prend acte que le temps de grève s'exerce généralement à tour de rôle, selon les circonstances. Néanmoins, la Commission rappelle que la continuité des soins et des services doit être en tout temps assurée.

[5] Un pourcentage minimum de 90 % par quart de travail doit être maintenu pour tous les centres d'activités du centre hospitalier avec une ou plusieurs spécialités malgré ce que prévoit le document en annexe, le cas échéant. Tout pourcentage en deçà de 90 % doit être corrigé.

[6] La Commission rappelle aux parties que les dispositions suivantes font partie intégrante de l'entente :

- Le fonctionnement normal des unités de soins intensifs et d'urgence sera assuré en tout temps, le cas échéant.
- Le libre accès d'une personne aux services de l'établissement sera assuré en tout temps, incluant les fournisseurs.
- Tous les salariés habituellement en fonction pendant un quart de travail doivent être présents et accomplir leur travail dans une proportion conforme aux pourcentages établis à l'article 111.10 du Code.
- Dans chaque unité de soins ou catégorie de services, les salariés devront exercer leur temps de grève à tour de rôle, lorsqu'il y a plus d'un salarié, de manière à assurer la continuité des soins et des services aux usagers.
- Dans le cas où un salarié est seul dans son titre d'emploi, ce dernier ne doit pas interrompre la continuité des soins et des services. L'exercice de son droit de grève n'est possible que si les conditions de travail habituelles lui permettent de quitter son poste de travail. À défaut, il doit exercer son droit de grève en demeurant présent sur les lieux de travail et il doit alors cesser la grève si une situation particulière nécessite son intervention immédiate.
- Lors d'une situation exceptionnelle ou urgente, l'association accréditée négociera rapidement avec l'employeur et fournira le nombre de salariés désignés pour répondre à la situation.
- Afin de voir à l'application des services essentiels, les parties désigneront chacune une ou des personnes responsables des communications ainsi que les moyens mis en place pour assurer ces dernières.
- Advenant des problèmes d'application des services essentiels, les parties doivent en discuter afin de trouver une solution. À défaut, la Commission doit en être avisée pour qu'elle puisse fournir l'aide nécessaire.

- L'entente est valide pour toute période de grève jusqu'à la signature d'une convention collective ou de ce qui en tient lieu, sous réserve des pouvoirs de la Commission de la modifier.

[7] Après examen de l'entente et compte tenu des modifications et précisions apportées, le cas échéant, la Commission conclut que cette dernière est conforme au Code.

**EN CONSÉQUENCE, la Commission des relations du travail**

**DÉCLARE** que les services essentiels à maintenir pendant une grève sont ceux énumérés à l'entente ci-annexée, incluant les modifications et les précisions apportées par la présente décision, le cas échéant;

**DÉCLARE** suffisants les services essentiels qui y sont prévus;

**RAPPELLE** que nul ne peut déroger à une entente approuvée par la Commission.

---

Christian Drolet

M. Michel Bond  
Représentant de l'employeur

M<sup>me</sup> Anick Gilbert  
Représentante de l'association accréditée

CD/ml

ANNEXE



**SERVICES ESSENTIELS À MAINTENIR EN CAS DE GRÈVE  
(ARTICLES 111.10 et 111.10.3 DU CODE DU TRAVAIL)**

**ALLIANCE DU PERSONNEL PROFESSIONNEL ET TECHNIQUE DE LA SANTÉ ET DES  
SERVICES SOCIAUX**

et

**CSSS DE LA BAIE-DES-CHALEURS**

---

**1. IDENTIFICATION DES PARTIES**

**Employeur**

Le Centre de santé et de services sociaux de la Baie-des-Chaleurs

**Région administrative : 11**

**Nombre d'installations visées : 10**

1. **Hôpital de Maria**  
419, boulevard Perron, Maria, QC, G0C 1Y0
2. **Unité de médecine familiale**  
419, boulevard Perron, Maria, QC, G0C 1Y0
3. **Centre d'hébergement de Maria**  
491, boulevard Perron, Maria, QC, G0C 1Y0
4. **CLSC de Paspébiac**  
273, boul. Gérard-D. Lévesque Ouest, Paspébiac, QC, G0C 2K0
5. **CLSC de Caplan**  
96, route 132, Caplan, QC, G0C 1H0
6. **Centre d'hébergement de New Carlisle**  
108, rue Principale, New Carlisle, QC, G0C 1Z0
7. **CLSC Malauze de Matapédia**  
14, boulevard Perron Est, Matapédia, QC, G0J 1V0
8. **CLSC de Saint-Omer**  
107, Route 132 Ouest, Saint-Omer, QC, G0C 2Z0
9. **CLSC de Pointe-à-la-Croix**  
48, boul. Interprovinciale, Pointe-à-la-Croix, QC, G0C 1L0
10. **Centre d'hébergement de Matapédia**  
14, boulevard Perron Est, Matapédia, QC, G0J 1V0

**Association accréditée :**

Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux

ORTOC 12MR15 1125

CQ-2015-1285

**Accréditation numéro :**  
AQ-2000-4830

**Catégorie de personnes – Groupe 4 :**  
Techniciens et professionnels de la santé et des services sociaux

## 2. SERVICES ESSENTIELS À MAINTENIR

Installation visée	Mission et pourcentage	
1. Hôpital de Maria	CH	80 %
2. Unité de médecine familiale	CH	80 %
3. Centre d'hébergement de Maria	CHSLD	90 %
4. CLSC de Paspébiac	CLSC	60 %
5. CLSC de Caplan	CLSC	60 %
6. Centre d'hébergement de New Carlisle	CHSLD	90 %
7. CLSC Malauze de Matapédia	CLSC	60 %
8. CLSC de Saint-Omer	CLSC	60 %
9. CLSC de Pointe-à-la-Croix	CLSC	60 %
10. Centre d'hébergement de Matapédia	CHSLD	90 %

## AUTRES DISPOSITIONS

3. Lors d'une grève, l'association accréditée s'engage à maintenir, par quart de travail 100% des personnes salariées qui seraient habituellement en fonction lors de cette période. Dans son unité de soins ou sa catégorie de service, chaque personne salariée travaillera durant le pourcentage de temps requis selon les différentes missions susmentionnées. Ainsi, selon son lieu de travail, chaque personne salariée travaillera soit 90%, 80%, ou 60% de son temps normalement travaillé.

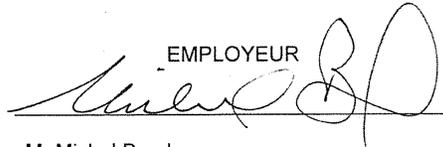
Le temps de grève s'exercera généralement à tour de rôle, de manière à assurer la continuité des soins et des services.

4. Une personne salariée accomplissant seule les fonctions de son titre d'emploi ne doit pas interrompre la continuité des soins et des services. L'exercice de son temps de grève n'est possible que si ses conditions de travail habituelles permettent qu'il quitte son poste de travail.
5. L'employeur fournit à l'association accréditée qui en fait la demande, les informations relatives aux horaires de travail des personnes salariées visées.
6. Le temps de grève s'établit en fonction des horaires normaux de travail des personnes salariées habituellement affectées dans chacun des services et dans chacune des unités de soins.

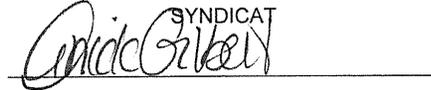
Dans la mesure où le syndicat a les informations sur les horaires de travail en temps requis, il s'engage à fournir à l'employeur quarante-huit (48) heures avant le début de la grève, une liste pour chacun des services concernés et par quart de travail, indiquant le moment et la durée de grève prévus pour chaque personne salariée qui doit faire la grève. L'horaire de grève sera conçu de manière à respecter les pourcentages requis et

l'exercice de la grève se fera généralement à tour de rôle afin d'assurer la continuité des soins et des services. Cette liste couvrira une période minimale d'au moins deux (2) jours et demeurera en vigueur tant et aussi longtemps que le syndicat ne transmettra pas à l'employeur, suite à des modifications que ce dernier pourrait apporter à l'horaire de travail, une liste révisée comportant les mêmes particularités.

7. Le fonctionnement normal des unités de soins intensifs et d'urgence sera assuré, le cas échéant.
8. Le libre accès d'une personne aux services de l'établissement sera assuré.
9. En cas d'urgence, l'association accréditée s'engage, d'une part, à négocier rapidement avec l'employeur, le nombre de personnes salariées et, d'autre part, à fournir les personnes salariées désignées pour répondre à l'urgence.
10. Afin d'assurer les communications, l'association accréditée ou chacune des parties (s'il s'agit d'une entente) désignera une ou des personnes responsables de l'application des services essentiels.
11. Sur demande de l'une ou l'autre des parties, celles-ci se réuniront pour résoudre toute situation découlant de l'application de la présente entente ou dans le cas d'une liste, le syndicat en discutera avec l'employeur pour trouver une solution. À défaut, l'une ou l'autre des parties avise la Commission afin que celle-ci puisse fournir l'aide nécessaire.
12. Le présent document demeure valide jusqu'au renouvellement de la convention collective ou de ce qui en tient lieu, sous réserve des pouvoirs de la Commission de le modifier.

EMPLOYEUR  


M. Michel Bond  
 Directeur des ressources humaines

SYNDICAT  


Mme Anick Gilbert  
 Conseillère syndicale aux relations de travail

Date : 3 mars 2015

Date : 4 mars 2015

Téléphone 418-759-3443, poste 2270

Téléphone 418-622-2541, poste 4230